du commerce extérieur. Le gouvernement réalisera aussi des projets dans d'autres domaines : préparation et formation des exportateurs; PME du secteur tertiaire; financement des exportations; partenariats internationaux dans les secteurs de l'investissement et de la technologie.

Coordination et coopération entre les gouvernements

Il est essentiel que tous les paliers de gouvernement coordonnent mieux leurs efforts de développement du commerce international. Ce sera là l'un des grands objectifs de l'État. Le gouvernement fédéral collaborera avec les provinces pour mettre en œuvre et améliorer l'Entente intérieure sur le commerce et éliminer ainsi les barrières aux échanges, aux investissements et à la mobilité au Canada. La formule « Équipe Canada » sera à l'honneur pour favoriser la promotion du commerce international. Les gouvernements fédéral et provinciaux s'efforceront de combiner leurs démarches à l'étranger et d'intégrer, dans des « bureaux centralisés », les activités menées au pays pour accroître le commerce international. En outre, le fédéral renforcera le PPCE en y faisant participer davantage les gouvernements provinciaux et en répartissant ses ressources en fonction du Plan.

Objectifs relatifs à la science et à la technologie sur le plan international

Il est de première importance d'élaborer et d'acquérir des technologies ultra-modernes éprouvées des procédés et des systèmes, afin que les entreprises canadiennes puissent soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. C'est pourquoi le gouvernement va se soucier en priorité d'établir un Réseau canadien de technologie; de donner suite à l'Étude fédérale sur la science et la technologie; d'améliorer les renseignements internationaux sur la science et la technologie; d'élargir la coopération internationale en matière de recherche et de développement (R-D); et de soutenir la croissance de l'autoroute canadienne de l'information.

Attirer des investissements internationaux face à la concurrence

Notre croissance économique et la création d'emplois chez nous dépendent de plus en plus de notre capacité d'attirer des investissements étrangers. Se fondant sur les programmes existants d'expansion des investissements, le gouvernement va collaborer avec les entreprises canadiennes pour présenter au maximum notre pays comme l'endroit tout indiqué d'où partir pour pénétrer le marché de l'ALENA. Il misera sur les atouts de l'industrie canadienne pour attirer chez nous des investissements nouveaux et plus considérables que par le passé.

Un objectif important consistera à fournir aux investisseurs éventuels des réponses complètes et pertinentes à leurs questions et à tirer d'un plus grand nombre de ces dernières des renseignements commerciaux que les gouvernements et le secteur privé pourront ensuite exploiter. Le gouvernement cherchera aussi en priorité à aider les PME canadiennes à accéder à des capitaux de risque. Il travaillera avec elles pour protéger et élargir leur part des marchés internationaux en les aidant à repérer les sources de capitaux étrangers qui leur permettront de prendre de l'expansion sur les marchés mondiaux.